

REPUBLIQUE FRANÇAISE



SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DE L'INDUSTRIE, DES MINES ET
DE L'ENERGIE
DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

SERVICE DE L'INDUSTRIE

N°CS09-3160-SI- 1352 DIMENC
Dossier n°CE09-3160-042/465

Nouméa, le 31 JUIL. 2009

RECEPISSE

de déclaration d'une installation classée

Le Président de l'assemblée de la province sud,

soussigné, **CERTIFIE** avoir reçu à la date du 23 décembre 2008, la déclaration de la société **VICTOIRE** concernant la station service **SHELL** Victoire, sise au 5, avenue Henri Lafleur à **NOUMEA** – commune de **NOUMEA**.

Le classement des activités de cette installation au regard de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement est le suivant :

Rub.	Désignation	Capacités	Seuils	Régime	Soumis à
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	Q = 780 kg (bouteilles type T13)	250 kg < Q < 10 tonnes (Q = quantité totale susceptible d'être présente)	D	la délibération 720-2008/BAPS du 19 septembre 2008
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Qe = 13.6 m3 (ESS : 1x 20 m3 DE + 1 x 40 m3 DE) (GO : 1 x 40 m3 DE)	5 m3 < Qe ≤ 500 m3 (Qe = quantité totale équivalente)	D	l'arrêté 86-138/CE du 25 juin 1986
1434	Installations de distribution de liquides inflammables	De = 34 m3/h (ESS : 8 x 3 m3/h) (GO : 2 x 5 m3/h + 6 x 3 m3/h) (ME : 1 x 1 m3/h)	1 m3/h < De ≤ 50 m3/h (De = débit maximum équivalent)	D	l'arrêté 86-140/CE du 25 juin 1986

ESS = Essence ; GO = Gazole ; ME = Mélange ; DE = Double enveloppe ; D = Déclaration

La société **VICTOIRE**, est tenue de se conformer à la délibération n° 720-2008/BAPS du 19 septembre 2008 et aux arrêtés n° 86-138/CE du 25 juin 1986 et n° 86-140/CE du 25 juin 1986 fixant les prescriptions générales applicables.

Le présent récépissé est délivré en application des dispositions de l'article n° 414-5 de la délibération n° 25-2009/APS du 20 mars 2009 relative au code de l'environnement de la province Sud.

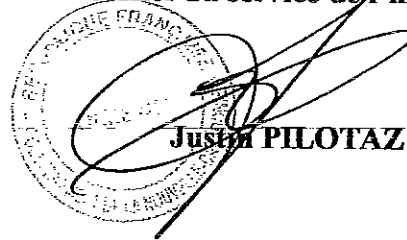
L'arrêté n° 993-93/PS du 29 juillet 1993 est abrogé.

En vertu de l'article 415-6 de cette même délibération, il est rappelé que tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration au Président de l'assemblée de la province Sud dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Copie : - Mairie de NOUMEA
- IIC

P.J. : - Une délibération n° 720-2008/BAPS
du 19/09/2008 ;
- Un arrêté n° 86-138/CE du
25/06/1986 ;
- Un arrêté n° 86-140/CE du
25/06/1986 ;

**Pour le Président et par délégation
Le Chef du service de l'industrie**



JUSTIN PILOTAZ